

Jean Hindriks, Itinera Institute, Ires

«On dit aux gens ce qu'ils veulent entendre, pas ce qu'ils doivent savoir, c'est populiste»

LES PHRASES CLÉS

«On a crispé d'entrée de jeu. On a démarré la réforme en repoussant à 67 ans l'âge de la pension. On savait que ça allait bloquer.»

«Le système actuel est injuste pour ceux qui ont des carrières longues. Ils sont pénalisés.»

«Si les jeunes ne croient plus dans le système, tout s'écroule. Il faut donc les rassurer, dire que le système peut être viable.»

INTERVIEW

NATHALIE BAMPS

Ce mercredi, les syndicats mobilisent contre la réforme des pensions. Un de ses artisans, Jean Hindriks (Itinera Institute, Ires), pointe un gros problème de communication qui explique cette opposition.

Vous comprenez la colère des syndicats? Je comprends qu'ils soient fâchés sur la manière dont la concertation sociale est menée. Le temps perdu à négocier, c'est pourtant du temps gagné. Mais on n'a pas assez négocié, on a crispé d'entrée de jeu. On a démarré la réforme en repoussant à 67 ans l'âge de la pension. On savait que ça allait bloquer. Mais c'est politique, c'est une question de posture du gouvernement. Il a voulu montrer aux syndicats que ce n'est pas eux qui allaient décider. Au comité des pensions, nous ne voulions pas ça, on avait proposé une réforme basée sur une durée de carrière plutôt que sur l'âge de la pension. Et en plus de ça, on a supprimé le bonus-pension. Or il était un outil pour allonger les carrières.

Les syndicats se battent aussi contre la pension à points...

Ils se battent contre des réformes qui n'auront pas lieu avant 2030 (l'âge de la pension légale à 67 ans), et contre des réformes qui n'ont même pas eu lieu: la pension à points. On a une opposition sur des choses qui n'existent pas. C'est le surréalisme à la belge. Les syndicats cherchent un trophée.

La pension à points, elle n'aboutira pas? Le ministre l'a déjà admis entre les lignes, pas sous cette législature. Mais ce n'est pas grave, tout ne doit pas se faire tout de suite.

Cette réforme, pourquoi est-elle indispensable?

On n'échappe pas au vieillissement. Il y a aussi les mutations sur le marché du travail,

la transformation de la structure familiale. Il faut en tenir compte et avoir des pensions qui s'adaptent à ces changements de société. Elle n'est donc pas seulement nécessaire pour des raisons financières, mais aussi pour des raisons sociales. Les syndicats sont d'accord. Ils admettent qu'il faut réformer. Le système actuel est injuste pour ceux qui ont des carrières longues. Ils sont pénalisés. Mais les gens ne sont pas encore conscients de cette nécessité de réformer.

Le nouveau système sera plus équitable? C'est tout l'enjeu de la réforme, une plus grande égalité de traitement. La réforme veut travailler sur la durée de carrière plutôt que l'âge. Et éliminer des inégalités, comme cela a été fait avec la bonification des diplômés qui a été harmonisée.

Il y a une peur des changements?

Les syndicats ont peur de se faire avoir. Ne va-t-on pas nous faire travailler plus pour moins de pension? C'est parce qu'il y a un flou, un vrai déficit de communication, et un déficit de concertation sociale. Mais les partenaires sociaux en sont aussi responsables.

Ils n'arrivent pas à se mettre d'accord.

Il y a un problème de communication?

Oui. On essaye de vendre la réforme en faisant des petits cadeaux. Tant du côté syndical qu'au gouvernement, on dit aux gens ce qu'ils veulent entendre plutôt que de leur dire ce qu'ils doivent savoir. Même si ça fâche. C'est populiste.

Sur la pénibilité, les syndicats refusent l'enveloppe fermée.

Il faut cette enveloppe fermée, sinon on aura une inflation de métiers pénibles, et on n'a pas les moyens. Il y a un malentendu, tout le monde pense que son métier est pénible.

Mais comment objectiver cette pénibilité? Avec les taux de maladies, d'accidents professionnels, de mortalité, ce sont des critères qui permettent d'objectiver. Il y a parfois de la mauvaise foi dans le débat sur la pénibilité. Celui qui travaille dans un bureau et qui se dit en burn out, comparé à celui qui travaille sous 40° de température, ou la nuit, en équipe, à couler l'asphalte sur des autoroutes

en respirant des vapeurs toxiques, ça n'a rien à voir. Et la mauvaise foi, elle doit se combattre. À côté de cela, on peut proposer des alternatives moins clivantes, comme les aménagements de fin de carrière.

Ce débat sur la pénibilité, il est clivant?

Oui. Certains éléments au gouvernement sont très clivants, prennent en otage certains groupes professionnels, comme les fonctionnaires.

Mais il y avait un rééquilibrage à faire entre les différents statuts?

Oui. Mais alors, que le gouvernement le dise clairement. Je rappelle aussi que la moitié des fonctionnaires ne sont pas nommés, et ne le seront pas. Il faut le dire aussi, aux enseignants notamment. Plus de la moitié a un statut qui s'apparente à celui de salarié, et ne seront pas impactés par la réforme. Mais les syndicats ne disent rien, ils créent un amal-

game.

Les syndicats ont un discours dangereux? Les syndicats veulent maintenir le système

tel quel et reporter les dettes sur les suivants, les jeunes. Mais eux se demandent qui paiera leur pension. S'ils perdent confiance dans le système de pension légale, ils se constitueront leur pension complémentaire. Et c'est dramatique parce que ces revenus ne seront pas cotisés pour la pension légale. Si les jeunes ne croient plus dans le système, tout s'écroule. Il faut donc les rassurer, dire que le système peut être viable, mais qu'il y a des mécanismes à mettre en place pour que ça tienne.

La pension à points, il faut en avoir peur?

Non. Le système de points permet d'être clair. Chaque année que l'on travaille rapporte un point, acquis définitivement. Et on voit les points qui s'accumulent. On dit que la valeur du point ne peut jamais baisser, c'est dans la loi. C'est un véritable engagement. Alors oui, le gouvernement peut toujours changer, mais c'est déjà le cas actuellement. A chaque décision qu'il prend c'est ce qu'il fait. Avec ou sans système à points.

Le système sera plus lisible?

Oui. Pendant des années, on a mis des petites rustines par ci par là en créant des régimes particuliers. C'est devenu un tel imbroglio que même l'administration dit stop, on veut un système à points.

PILOTE

MÉTIER PÉNIBLE?

Fixer les critères de pénibilité constitue un métier pénible en soi, plaisantait récemment la FEB. À raison sans doute, chaque profession ayant tendance à estimer qu'elle mérite de figurer dans la liste ouvrant un départ plus rapide à la pension. **Il en va ainsi des pilotes – et du personnel navigant**, ne l'oublions pas. Longtemps, ceux-ci ont pu prendre leur retraite à 55 ans. Un régime qui a vécu, l'âge de départ ayant été ramené à 65 ans (67 à terme), moyennant transition. C'est pourquoi **le secteur belge de l'aéronautique a demandé au ministre des Pensions Daniel Bacquelaine (MR) de reconnaître ces métiers comme pénibles.**

Une demande appuyée lundi par le président de Brussels Airlines, **Etienne Davignon**, sur les ondes de Bel RTL. Et accueillie fraîchement ce mardi, sur ces mêmes ondes, par le vice-Premier MR **Didier Reynders**. En substance: pour cela, il faudra convaincre les partenaires sociaux. Et **éviter aussi que chaque fonction ne soit considérée comme pénible** – surtout que pour certaines, le salaire est là pour compenser des conditions de travail pas évidentes. Bref, ce n'est pas gagné. Reste que le débat sur la pénibilité revient à poser la question suivante: **est-il possible d'exercer cette fonction jusqu'à l'âge standard de départ à la retraite?** Et ça, ce n'est pas le montant du salaire qui permet de le déterminer. **B.M.**

«Il faut cette enveloppe fermée, sinon on aura une inflation de métiers pénibles, et on n'a pas les moyens.»